

KEVIN RUDD

Président de l'Asia Society Policy Institute, ancien Premier ministre d'Australie

Thierry de Montbrial

J'ai le plaisir de convier M. Kevin Rudd, que beaucoup d'entre vous connaissent, pour de nombreuses raisons, car c'est un homme très célèbre. Ancien Premier ministre d'Australie, il est aujourd'hui reconnu comme l'un des meilleurs experts de la Chine dans le monde. M. Kevin Rudd parle couramment le mandarin, avec un léger accent australien, et je lui ai demandé de nous faire part de son analyse de la situation actuelle en Chine, d'un point de vue interne, c'est-à-dire la situation économique, sociale et politique, mais aussi externe, à savoir la politique étrangère au sens large, la stratégie globale, etc.

Kevin Rudd

Avant tout, nous suivons le score des matchs de rugby donc si vous suivez ce sport, les Cherry Blossoms du Japon sont maintenant à 28 contre l'Ecosse à 21. Pour ceux qui, comme moi, suivent ce sport ésothérique, c'est ce que nous appelons une victoire inattendue. Bravo au Japon, mais les Ecossais seront bientôt de retour donc nous verrons bien.

Merci Thierry de me recevoir à nouveau à la World Policy Conference. Je vais prendre 10 minutes pour vous expliquer quelle est, selon moi, la vision du monde de Xi Jinping. Je consacrerai ensuite les 10 minutes suivantes à vous présenter ce que je pense être la stratégie américaine en réponse à cela. Je conclurai en vous exposant la situation dans laquelle cela nous met en Europe, dans le reste de l'Asie, en Afrique ainsi qu'en Amérique Latine.

Tout d'abord, la vision du monde de Xi Jinping. J'ai toujours pensé que, dans les relations internationales, comprendre comment l'autre partie pense et pourquoi elle pense de cette façon constituait le commencement de la sagesse. Nous devrions nous imaginer assis autour de la grande table du Comité permanent du Politburo. Il ne compte que sept membres, tous des hommes, qui se réunissent toutes les semaines comme un cabinet dans un État démocratique. Ils ont à leur disposition des documents du cabinet et des papiers officiels, et il est important de déterminer la façon dont ils voient le monde sous la gouvernance de Xi Jinping. Voici donc, selon moi, leurs 10 principales priorités, décrites selon la pyramide des besoins de Maslow, en commençant par la priorité la plus importante et en finissant par la priorité n° 10, qui est certes importante mais moins que la première.

La priorité n° 1 pour Xi Jinping et les membres du Comité permanent, est de conserver le Parti au pouvoir, à long terme, pas à court terme, non pas comme une transition vers la démocratie, mais à long terme, en tant que gouvernement chinois permanent. La priorité de Xi Jinping est de rester lui-même au pouvoir et de manière durable. Comme vous le savez, il a modifié la constitution chinoise afin que le président jouisse d'un mandat illimité. Le vote final de l'amendement aura lieu en 2022, et certains d'entre nous pensent que s'il arrive à ses fins politiques, Xi Jinping pourrait rester au pouvoir jusqu'au milieu des années 2030, où il aurait alors près de 80 ans, un âge presque suffisamment jeune pour être candidat à la présidence des États-Unis ! La priorité n° 1 est donc de maintenir le Parti au pouvoir mais aussi que Xi Jinping en reste le leader.

Toujours dans cette logique de série de cercles concentriques que je vais essayer de construire ici, la priorité n° 2 concerne l'unité nationale. Cela semble facile, mais si l'on regarde de plus près les modalités pratiques, le pouvoir focalise toujours son attention sur le Tibet, Xinjiang et Taïwan, et plus récemment les événements à Hong Kong. Taïwan reste une entreprise inachevée pour la Révolution chinoise, et tandis que nous pouvons trouver irrationnel que la Chine consacre autant de ses atouts stratégiques et politiques pour récupérer ce qu'elle considère comme une province rebelle depuis 1949, pour la direction du parti chinois, et plus particulièrement Xi Jinping, il s'agit d'un élément fondamental. Et si un rien est susceptible de déclencher un conflit dans la région au sens large, ce point en particulier représente toujours le candidat idéal.

En troisième position, nous avons la croissance économique soutenue, qui est difficile dans les circonstances actuelles. Pour le pouvoir chinois, le nombre magique est 6 %. Pourquoi ? Le Parti a calculé en interne qu'il a besoin

de ce niveau de croissance pour maintenir la stabilité sociale et économique, et pour offrir chaque année suffisamment d'emplois pour les jeunes diplômés des universités. Depuis sa prise de pouvoir il y a six ans, Xi Jinping a, bien sûr, appliqué un modèle d'économie politique différent de celui de ses prédécesseurs, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous commençons à observer un ralentissement de la croissance. Ce que Xi Jinping a tenté de faire, en partie, est de réintroduire le Parti comme un élément central de la gouvernance quotidienne du marché de la Chine, et les entrepreneurs chinois, les Jack Ma de ce monde, l'ont vu et ont décidé qu'ils n'aimaient pas ça. De ce fait, ce que nous avons observé au cours de ces dernières années est le début d'une atteinte aux investissements en capital fixe privés dans le pays, avec pour conséquence un avenir incertain du secteur privé. Cependant, pour maintenir la croissance à 6 %, il ne suffit pas de satisfaire la population en élevant le niveau de vie, en maîtrisant le niveau de chômage et en éliminant la pauvreté pour que le Parti reste au pouvoir, il faut aussi développer la capacité de l'État chinois au niveau mondial. Et c'est là où l'on rejoint les discussions entendues un peu plus tôt aujourd'hui, notamment avec John Sawers et les autres, sur le caractère central de la révolution technologique dans la stratégie économique et la stratégie globale du pouvoir chinois qui est au premier plan, de sorte que la Chine remporte la future compétition économique mondiale.

La priorité n° 4 est en partie une réflexion sur la discussion très intéressante à laquelle nous avons assisté un peu plus tôt dans la journée entre Laurent et Patrick sur la politique climatique mondiale. Cela implique la durabilité de la gouvernance intérieure chinoise et la raison pour laquelle ils s'en inquiètent est que la population chinoise veut un air pur, de l'eau propre et de la nourriture qui ne les empoisonne pas. S'il y a bien un sujet qui attire les foudres et qui ramène ces préoccupations à la question de la légitimité du Parti communiste, c'est bien la pollution de l'air, et lorsque l'on voit les manifestations spontanées qui se multiplient parce que l'air n'est plus pur, vous vous rendez compte à quel point ce thème est fondamental. Ils ne protestent pas contre le changement climatique à proprement parler, mais contre les concentrations de particules fines dans l'air, qui ont aujourd'hui un impact important sur la santé de la population. En 10 ans, ce thème, qui n'était qu'une préoccupation parmi tant d'autres pour les dirigeants du Parti communiste chinois, est devenu une préoccupation centrale. C'est le reflet de la priorité n° 3, qui est bien sûr une croissance économique soutenue.

En cinquième position dans la pyramide des besoins de Maslow se trouve la modernisation de l'Armée populaire de libération (APL). Cela ne signifie pas la transformer en agent de contrôle de la politique interne, car la police chinoise et les services de renseignements sont certains de pouvoir maintenir le contrôle grâce aux technologies de l'État de surveillance, mission historiquement imputée à l'Armée. La mission de Xi Jinping est de transformer l'APL en un organe pouvant « combattre et gagner des guerres ». Voilà sa doctrine. Il y a donc, au sein de l'APL, un investissement énorme en capital, un investissement énorme pour la transformation du personnel, l'élimination de la plupart des précédents dirigeants, remplacés par de nouveaux dirigeants professionnels en pleine ascension, ainsi qu'une réorganisation des districts militaires de Chine - le principal centre d'intérêt étant Taïwan et les États-Unis.

La priorité n° 6 dans la pyramide des besoins de Maslow est la suivante : les États voisins de la Chine. C'est là où nous passons, si vous voulez, des priorités nationales à celles que nous pourrions qualifier de priorités étrangères. Les États voisins de la Chine sont au nombre de 14, le chiffre le plus important au monde pour un pays à l'exception de la Russie qui en compte également 14. Dans la stratégie chinoise, le fait que la sécurité nationale de la Chine soit menacée par l'un de ses États voisins a toujours été un principe d'apprentissage profond au cours de nombreux siècles. Sur le plan historique, c'est à la suite d'un certain nombre d'invasions que des étrangers ont devenus la dynastie régnante sur la Chine pendant plusieurs centaines d'années. Par conséquent, la priorité qui vise à transformer les États voisins de la Chine en voisins inoffensifs, et si possible dociles, tous autant qu'ils sont, est un principe d'organisation central dans la façon dont ses dirigeants regardent le monde. La Russie étant leur principal objectif. Elle partage une très longue frontière avec la Chine, et si vous regardez la transformation des relations avec la Russie à l'ère de Xi Jinping, celles-ci sont passées de ce que je décrirais comme une ambiguïté stratégique il y a cinq ou six ans, à un condominium stratégique, où elles en sont aujourd'hui. Bien évidemment, Moscou a toujours quelques réserves résiduelles vis-à-vis de Pékin, et l'inverse s'applique également, mais je suis moi-même surpris par la nature rapide de la convergence, non seulement des intérêts économiques entre les deux pays, mais également d'une vision stratégique du monde.

En sept, la Chine considère sa périphérie continentale à l'ouest comme une vaste zone d'opportunité de marché à long terme pour le pays. Il s'agit de l'Eurasie, et par conséquent, lorsque vous entendez parler de la nouvelle route de la

soie (en anglais *the Belt and Road Initiative*), cela fait partie d'une initiative eurasiennne beaucoup plus grande. La Chine s'intéresse à cette plus vaste région en partie parce que les Américains ne s'y trouvent pas. Et avec les Russes qui font maintenant partie d'un condominium stratégique plus vaste, il n'y a aucune objection stratégique fondamentale à ce que la Chine développe ce vaste territoire compromettant autant d'États et s'étendant vers l'Europe Occidentale et le Golfe, et soit utilisé à l'avenir comme l'un des principaux marchés pour la capacité excédentaire interne de la Chine. Elle souhaite par ailleurs trouver, à travers la coopération économique, l'occasion d'en faire un vaste territoire marqué par, disons-le, un plus large cadre politique conforme à la propre vision du monde de la Chine.

En huit, en direction de l'Est, on trouve la périphérie maritime de la Chine, où le principal problème est, bien entendu, les États-Unis, du point de vue de Pékin. Lorsque la Chine regarde vers l'Est, elle ne voit que menace – elle voit un réseau d'alliances militaires américaines allant de Tokyo à Séoul, les arrangements de facto avec Taïwan jusqu'aux Philippines malgré les récents changements au niveau de la présidence, les structures traditionnelles des alliances également avec la Thaïlande et l'Australie. Ainsi, la stratégie de la Chine est de repousser à terme les États-Unis, tout d'abord jusqu'à la première chaîne d'îles, puis jusqu'à ce que l'on appelle la deuxième chaîne d'îles. (Pensez à l'archipel nippon, tracez une ligne à travers le territoire américain de Guam jusqu'à l'archipel des Philippines, puis vers le sud). La raison est principalement associée à Taïwan ; pour que la Chine puisse en fin de compte exécuter sa stratégie militaire à l'égard de Taïwan, si jamais elle en avait besoin, il faut que les Américains se trouvent derrière la deuxième chaîne d'îles, et la modernisation militaire chinoise a également été élaborée autour de ce principe d'organisation.

L'avant-dernière priorité est la stratégie chinoise pour le reste du monde – l'Amérique Latine, l'Afrique, le reste de l'Asie et, bien sûr, l'Europe. Encore une fois, il s'agit d'étendre les opportunités de marché colossales de la Chine, de trouver des endroits où la capacité excédentaire interne de la Chine puisse être vendue au monde entier, mais également, à travers ça, de se faire autant d'amis que possible dans le domaine politique et de la politique étrangère en Afrique et en Amérique Latine. Il n'est pas nécessaire d'avoir un doctorat dans les relations internationales et d'étudier les comportements électoraux aux Nations Unies pour savoir que la Chine a réussi à se créer un électorat massif à partir de l'Afrique seule, avant d'ajouter une grande partie du reste de l'Asie et de l'Amérique Latine et avant d'atteindre l'Europe ou autre.

Enfin, en dixième position de ce que je décris comme la pyramide des besoins de Xi Jinping, se trouve l'avenir de l'ordre mondial lui-même fondé sur des règles. À ce stade, cette priorité de la Chine est encore à l'étude dans ses propres *think tanks* ; elle n'est pas totalement ou définitivement conceptualisée. Cependant, je décrirais les éventuels éléments qui y sont associés comme suit. D'une part, avec les institutions existantes de la gouvernance mondiale, qui ont été décrites dans diverses présentations comme étant en déclin, la Chine est en train d'investir activement dans la finance et le personnel et commence à influencer le comportement réglementaire et opérationnel de ces institutions au fil du temps. D'autre part, la voie parallèle est de créer ses propres institutions en dehors du cadre des Nations Unies et du cadre de Bretton Woods. J'ai mentionné la nouvelle route de la soie, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, l'Organisation de coopération de Shanghai, l'organisation de sécurité appelée SECA, et d'autres dans diverses régions du monde également. La stratégie de la Chine pour l'avenir du système fondé sur des règles est donc de faire entendre une voix plus forte et plus persuasive au sein des institutions existantes, tout en développant simultanément des institutions davantage sinocentriques. La Chine voit les institutions existantes comme américanocentriques. Néanmoins, au fil du temps, les *think tanks* travaillent autour de la notion de Xi Jinping qu'il décrit comme une « communauté mondiale de destin commun pour toute l'humanité ». Il y a un millier de groupes de réflexion actuellement à l'œuvre ; ils y verraient les antécédents de la prochaine Charte de l'Atlantique. Attendons et nous verrons bien.

Je terminerai par la question des États-Unis. Les États-Unis, en observant tout cela, ont eu un certain nombre de réactions différentes. Si je devais décrire en trois mots la stratégie des États-Unis au cours des 30 dernières années, depuis la chute du mur de Berlin jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Trump, je dirais : engagement, façonnage et couverture. L'engagement envers la Chine, c'est ce que vous avez vu bilatéralement et multilatéralement pendant plusieurs décennies à travers l'OMC et d'autres institutions, et à travers cet engagement, les États-Unis ont façonné la Chine pour qu'elle devienne, pour reprendre les mots de Bob Zoellick d'il y a 15 ans, un « partenaire responsable », du moins du point de vue américain. En d'autres termes, un pays qui accepterait le système international libéral fondé sur des règles existant et s'y conformerait tout simplement. La couverture (l'autre partie de la stratégie américaine post-89



vis-à-vis de la Chine) consiste à continuer à avoir sa propre force militaire si la partie engagement de la stratégie décrite ci-dessus échoue.

Néanmoins, aujourd'hui, nous nous sommes dirigés vers une zone totalement différente. Dès décembre 2017, le Président Trump et son équipe de sécurité nationale ont annoncé la fin officielle de l'engagement stratégique. Lisez la stratégie de sécurité américaine de novembre-décembre 2017 ; c'est le tournant officiel, et ce que nous voyons émerger est le nouveau monde bipolaire auquel nous faisons désormais face. Cette administration appelle cela la concurrence stratégique. Mais il ne s'agit pas seulement d'une guerre commerciale. C'est aussi la guerre technologique qui se déroule, non seulement en termes de technologies à proprement parler mais également en termes de réglementation de la technologie et normes technologiques. Qui plus est, des questions restent aujourd'hui en suspens non seulement concernant le découplage dans la technologie, mais aussi le découplage dans la finance. Il y a aujourd'hui à Washington des débats au sujet de l'avenir de la cotation des entreprises chinoises à la Bourse de New York, ainsi que des débats publics pour savoir si les prochaines administrations américaines autoriseront les fonds de pension américains d'investir dans des entreprises chinoises considérées comme une menace stratégique pour les États-Unis.

Puis vous arrivez à l'étape finale du découplage, si cela devait s'orienter dans cette direction, avec une guerre des monnaies. La Chine craint la dollarisation continue de l'ensemble du système économique et financier mondial. À travers son système commercial, elle cherche maintenant à éviter autant que possible l'intermédiation du dollar et à le faire à travers des changes bilatéraux. La Chine a étudié de très près où tout cela pourrait mener, à savoir le recours par les États-Unis à des sanctions financières avec le Venezuela, l'Iran et d'autres pays, et elle craint donc que ce découplage n'aboutisse, d'une manière ou d'une autre, à des sanctions financières des États-Unis, aux côtés de ses alliés, à l'encontre de la Chine elle-même. Que fait donc la Chine ? La Chine n'a en revanche pas le courage de faire flotter sa propre monnaie, le Yuan, pour des raisons de perte de contrôle politique. Elle est également confrontée à la réalité qui se dessine dans son économie, à savoir qu'elle fera elle aussi bientôt face à un déficit courant. Cela s'annonce donc comme un défi stratégique majeur pour nos amis chinois.

Je vais donc m'en tenir là pour l'instant. Nous parlerons de l'Europe, et du reste du monde j'espère, au cours de la discussion que nous allons maintenant avoir avec le Capitaine modérateur. Merci Thierry.